

La Résistance comme mouvement social : l'articulation de l'individuel et du collectif

Auteur : Yannick Clavé, professeur agrégé en CPGE et docteur en histoire contemporaine (lycée militaire d'Aix-en-Provence)

Introduction

La Résistance n'est pas que le fait de mouvements et de réseaux structurés et engagés dans des actions directes de type militaire, même si c'est cette image quasi exclusive qu'en donnent encore aujourd'hui largement les productions cinématographiques et télévisuelles. La Résistance, en effet, est aussi **largement initiée par la société civile, des individus ordinaires, aussi bien des hommes que des femmes, de tous âges et tous milieux sociaux**, qui décident de s'engager dans une démarche individuelle pour apporter, à leur petit niveau, une aide dans la lutte contre l'envahisseur étranger. C'est même comme cela qu'elle a débuté, dès l'été 1940 dans les territoires envahis et occupés par les Allemands. C'est ce qui en fait, selon l'historienne Claire Andrieu, **un « fait social majeur »**, c'est-à-dire le produit d'actions à la fois individuelles et collectives. La Résistance est également profondément ancrée dans l'identité nationale et républicaine de la France, telle qu'elle s'est alors formée depuis plusieurs décennies, et c'est pour cela que Claire Andrieu en fait aussi un **« mouvement identitaire national »** qui transcende les clivages politiques habituels. Les résistants portent en effet un enjeu majeur : recouvrer la souveraineté nationale face à un envahisseur étranger.

Aborder la Résistance comme un phénomène social, résultant d'un **engagement « par le bas » au sein de la société française**, et donc d'une articulation entre l'individuel et le collectif, est une clef de lecture pertinente pour faciliter la compréhension du processus. La notion de **« répertoire de l'action collective »**, formulée par le sociologue américain Charles Tilly en 1986, peut aussi être mobilisée avec profit : elle désigne l'ensemble des formes de luttes et de mobilisations déployées par les Français sur la longue durée, et particulièrement aux XIX^e et XX^e siècles. Ce « répertoire » associe des formes de luttes dites « archaïques » car relevant de logiques très anciennes, déjà présentes sous l'Ancien régime (graffitis, charivaris, pétitions, émeutes frumentaires...), et des formes de protestations « modernes » qui prennent leur essor au cours du XIX^e siècle en même temps que progresse la politisation des Français (la grève, la manifestation de rue, les enterrements « frondeurs » selon l'expression de l'historien Emmanuel Fureix pour le XIX^e siècle...), sachant que ces deux formes sont liées entre elles et ne sont pas strictement opposées. La Résistance peut être donc être lue comme **un mouvement social à part entière**, avec ses individus engagés à différents niveaux, **son répertoire diversifié de l'action collective et son ancrage au cœur de la société**. Elle est pleinement intégrée à la longue histoire des luttes populaires et des mouvements protestataires dans la France des XIX^e et XX^e siècles.

I. La Résistance : un engagement individuel

On le sait, **définir simplement et pédagogiquement la Résistance n'est pas chose aisée**, les spécialistes n'étant eux-mêmes pas toujours d'accord et les débats historiographiques étant loin d'être clos. Il faut cependant s'y risquer. **Action transgressive et consciente, résultant au départ d'un engagement individuel**, la Résistance est **un engagement**

volontaire, voire rationnel, dans une action visant à lutter contre l'occupant allemand. Elle implique de prendre un risque pour sa sécurité voire sa vie.

Les historiens insistent aujourd'hui sur cette **notion d'engagement individuel**, dans une démarche historiographique désormais banalisée d'**une histoire « par le bas »**, au ras des individus et des sociétés dans lesquelles ils évoluent. Sans doctrine préétablie, ni chef identifiable, elle s'inscrit dans la quotidienneté des individus. Cette question a été particulièrement fouillée récemment par **Robert Gildéa**, qui tente de répondre à une question vertigineuse : **comment devient-on résistant ?...** D'autant que les résistants de la première heure, dès 1940 en zone occupée, ceux que Germaine Tillon appellera les « premiers de cordées », sont présents dans tous les milieux sociaux, sont de tous âges et concernent aussi bien des hommes que des femmes. **Ils réagissent de manière spontanée**, dans l'urgence, à l'invasion du territoire national, mais **le font de manière consciente et raisonnée et** indépendamment des organisations syndicales et politiques. Ce sont des dizaines de milliers de Français et Françaises qui s'inscrivent dans cette **résistance du quotidien, souvent improvisée**, que Claire Andrieu appelle la « **résistance civile** » et que d'autres historiens comme François Marcot ou Olivier Wieviorka appellent la « **Résistance-mouvement** ». Leurs actions s'inscrivent dans **un répertoire de basse intensité** : ce sont les innombrables actes d'incivilité contre les Allemands, comme l'écriture de slogans anti-allemands sur les murs ou l'écriture de tracts avec des moyens artisanaux, souvent sa propre machine à écrire. Jean-Pierre Vernant, alors jeune professeur agrégé de philosophie et fraîchement démobilisé, est scandalisé par le discours de Pétain du 17 juin puis la signature de l'armistice le 22 juin 1940 : c'est ce qui marque le point de départ de son engagement individuel (« *Je me souviens du discours de Pétain. C'est un truc qui m'a tué de honte et de rage. En entendant cela, j'étais convaincu que pour nous ça commençait* »). Il produit alors quelques tracts artisanaux : « *si la France est par terre, c'est la faute à Hitler. Son drapeau dans l'eau sale, c'est la faute à Laval* ».

D'autres essaient de nuire encore plus directement aux Allemands **en s'attaquant aux communications de l'armée** : c'est ainsi qu'en Normandie un ouvrier agricole, Étienne Achavanne, sabote seul et de sa propre initiative les lignes téléphoniques qui relient la base aérienne de Boos, à proximité de Rouen et désormais sous contrôle allemand, au commandement militaire de Rouen. Arrêté, il est condamné à mort par une cour martiale allemande le 24 juin puis fusillé le 6 juillet 1940. C'est **la première victime civile** de cette résistance de l'engagement individuel du quotidien.

II. L'émergence progressive d'une action collective

C'est à **la fin de l'été et au début de l'automne 1940** que la Résistance commence à évoluer et à prendre de l'ampleur, avec l'apparition des premiers regroupements d'individus, ce qui crée un début d'action collective. Ce processus ne fait évidemment pas disparaître la résistance « civile » et spontanée des individus : il s'y ajoute, mais il en est aussi directement issu car **c'est bien à partir de l'échelle individuelle que naît une action collective**. Certains individus, en effet, passent à une étape supérieure dans leur engagement : nouer des contacts, rompre son isolement, s'appuyer sur ses réseaux de sociabilité (familiaux, professionnels, amicaux, religieux), prendre davantage de risques. C'est alors que naît, de manière très progressive voire chaotique, **une « Résistance-organisation »** pour reprendre la distinction faite par François Marcot ou Olivier Wieviorka. La définition de cette Résistance-là est nettement plus restrictive que la « Résistance-mouvement » : **ce sont toutes les formations clandestines structurées, c'est-à-dire les réseaux et les mouvements**, qui sont engagées dans

des **lutttes armées d'action directe** (attentats, sabotages, assassinats ciblés, filières d'évasion, renseignement de type militaire...) et qui raisonnent à une échelle beaucoup plus vaste, avec éventuellement des connexions (y compris conflictuelles) entre elles et avec l'extérieur du territoire national (Londres, Empire colonial africain...). Le vocabulaire historique distingue avec soin les réseaux et les mouvements, qui sont trop souvent utilisés comme synonymes : tandis que **les réseaux** mènent des activités strictement de type militaire et sont directement rattachés aux services secrets de la « France libre » et de pays alliés (renseignement, liaisons aériennes, sabotages...), avec donc un recrutement très sélectif pour en faire partie, **les mouvements, eux, relèvent davantage d'une logique « par le bas » et spontanée**, sans contrôle d'une puissance extérieure, et accueillent des individus de tous horizons. C'est d'ailleurs bien pour cela que le général de Gaulle et Jean Moulin auront tant de mal à convaincre la majorité de ces mouvements, attachés à leur indépendance, à se placer sous l'autorité de la « France libre ». Ces mouvements ont des modes d'action plus larges que l'action militaire, incluant par exemple le sauvetage des Juifs, surtout après les grandes rafles de l'été 1942 (fabrication de faux papiers, planque, exfiltration...).

Le **premier mouvement collectif** à émerger, issu d'un regroupement d'individus, est celui du **Musée de l'homme à Paris**, à l'initiative de l'ethnologue Broris Vildé, dès le mois de septembre 1940, alors que la capitale fait désormais officiellement partie de la zone occupée. Une étape importante est franchie avec la publication, le 15 décembre 1940, du premier numéro de son journal clandestin, *Résistance*. La création d'un journal clandestin n'est pas anodine, car sa portée est supérieure à celle de simples tracts : nouvel acte protestataire, c'est un élément central dans **l'étoffement du répertoire de l'action collective contre les Allemands**. C'est en zone sud, dite « libre », que se développent majoritairement les mouvements, à la fois parce que la répression y est beaucoup plus faible et parce qu'ils bénéficient de l'aide financière de la « France libre » : des mouvements comme « Franc-Tireur », « Libération » ou « Combat » sont parmi les plus importants.

Cette Résistance structurée se développe au rythme des évolutions de l'Occupation, connaissant notamment **trois moments d'accélération** : après l'invasion allemande de l'URSS le 22 juin 1941 qui a pour effet de faire entrer le Parti communiste dans la lutte armée, le débarquement allié en Afrique du Nord qui a pour conséquence d'étendre l'occupation allemande à l'ensemble du territoire national en novembre 1942, enfin l'instauration du Service du Travail obligatoire (STO) en février 1943 qui provoque l'entrée en clandestinité de nombreux jeunes qui viennent gonfler considérablement les effectifs des maquis.

III. Les résistants déploient un large éventail du répertoire protestataire

Les résistants déploient l'ensemble du répertoire de l'action collective, à la fois des actions dites « archaïques » et d'autres davantage « modernes ». Mais cette distinction, intellectuellement commode, ne doit pas pour autant conduire à une vision trop binaire car la frontière entre les deux est très poreuse : **beaucoup d'actions résistantes s'inscrivent en réalité un peu dans les deux registres**. Par ailleurs, les modes d'action traditionnels ne sont pas réemployés tels quels, ils sont réappropriés et réadaptés pragmatiquement par les résistants qui les adaptent au contexte local. Les modes d'action sont donc d'une extrême diversité et montrent bien l'articulation de l'individuel et du collectif.

Parmi tout l'éventail de réutilisation des **modes de protestation traditionnels**, on peut retenir quelques exemples :

- **Des graffitis sur les murs**, qui permettent une réappropriation silencieuse de l'espace public, à l'image de la célèbre campagne d'affichage clandestin de 1941 : sur les ondes de la BBC, la « France libre » incite tous les Français à inscrire des « V », pour « victoire », sur les murs des bâtiments publics en zone occupée. C'est un vrai succès populaire si l'on en juge au nombre impressionnant de rapports agacés des autorités françaises comme allemandes. Ces dernières, pour masquer leur incapacité à endiguer le phénomène malgré une violente répression, vont même jusqu'à faire croire que ces « V » sont en fait des marques de soutien à l'Allemagne ; c'est le sens de l'immense V installé sur la Tour Eiffel en juillet 1941...

- **L'organisation des maquis**, qui deviennent des espaces d'abri et d'asile, rappelant ainsi la manière dont certains groupes, sous l'Ancien régime, trouvaient refuge dans des zones naturelles reculées et difficilement accessibles pour résister à l'État ou un ennemi, ainsi dans les Cévennes lors de la mobilisation des Camisards au début du XVIII^e siècle ou encore à travers le bocage vendéen pendant la Révolution française.

- **Les manifestations de femmes pour la nourriture**, surnommées « **manifestations des ménagères** ». Spécialiste de l'histoire des grèves et de la rue, l'historienne Danièle Tartakowsky en a recensé 239 entre 1940 et 1944, mais les sources locales montrent qu'elles ont été sans doute beaucoup plus nombreuses (une centaine rien que dans le Var selon Jean-Marie Guillon). C'est un mode d'action qui rappelle les émeutes de subsistance de l'Ancien régime et de la première moitié du XIX^e siècle, à la fois dans leur forme (procession et parfois violence physique avec invasion de bâtiments publics, mise à sac de commerces, heurts avec la police), dans leur horizon (échelle de la commune), dans leur propagation (rôle essentiel de la rumeur), dans leurs acteurs (les femmes) et dans leur fréquente spontanéité. Présentes durant toute la guerre, ces manifestations se concentrent très largement en 1942 et 1943.

- **Le détournement de traditions, religieuses ou non**, ainsi lorsque, à la Noël 1942, l'archiprêtre de la cathédrale de Montbéliard (Doubs), pour protester publiquement contre l'aggravation de la politique antisémite, fait mettre une étoile jaune au Jésus de la crèche et à ses parents. Le 11 mai 1941, à Lille, c'est un flot continu de badauds qui passe devant la statue de Jeanne d'Arc, en la saluant parfois du V de la victoire.

- **La réappropriation des symboles nationaux**, notamment à l'occasion du 14 juillet ou du 11 novembre. Le général de Gaulle, depuis les ondes de la BBC, invite ainsi les Français de la zone sud à fêter le 14 juillet 1942, en pavoisant leurs immeubles et en arborant les couleurs nationales sur les artères des grandes villes. Quelques rassemblements ont d'ailleurs lieu ce jour-là place Carnot à Lyon ou encore place du peuple à Saint-Étienne.

En parallèle, d'autres formes d'action se développent, se rattachant à **un répertoire davantage « moderne »**. Il s'agit, pour l'essentiel, de **la grève** et de **la manifestation**, qui vont souvent ensemble et qui obéissent à une même logique : **se réapproprier la rue de manière collective**, dont on se sent dépossédés par les Allemands et par Vichy. Ces formes de mobilisation organisée s'inscrivent au cœur de la tradition protestataire française depuis le XIX^e siècle et ont été un élément essentiel de structuration et de politisation des mouvements sociaux à la Belle-Époque. Ces actions sont spectaculaires car elles se font au grand jour et parce que la prise de risque, évidemment, est maximale, surtout en zone occupée et, *a fortiori*, après novembre 1942, lorsque tout le territoire national est envahi. Danielle Tartakowsky a ainsi recensé **750 manifestations de rue entre juillet 1940 et l'été 1944**, dont la fameuse protestation des élèves des lycées parisiens le 11 novembre 1940 à Paris. Le 11 novembre 1943, des défilés patriotiques ont lieu dans toute la France, défiant ouvertement les autorités d'Occupation et avec la participation active de plusieurs maquisards. **La grève ouvrière** est elle aussi un mode d'action qui ne disparaît pas durant la guerre et qui s'inscrit alors dans le

vaste éventail des formes de résistance populaire. La plus massive a lieu en zone occupée, ce qui en fait un authentique acte de résistance : plus de 100 000 mineurs du Nord et du Pas-de-Calais cessent le travail durant deux semaines, entre le 27 mai et le 10 juin 1941. D'abord lancée pour s'opposer à la réintroduction de la « rationalisation », c'est-à-dire un travail à la chaîne et très cadencé avec chronométrage qui avait déjà suscité de fortes tensions dans les années 1920 et 1930 partout en France, elle se politise à l'initiative de militants communistes, qui en font une arme de résistance contre les Allemands. La répression est sévère : 400 mineurs sont arrêtés au hasard et 230 sont déportés.

Sélection bibliographique :

ALBERTELLI Sébastien, BLANC Julien, DOUZOU Laurent, *La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance, 1940-1944*, Paris, Seuil, 2019.

ANDRIEU Claire, « La Résistance comme mouvement social », dans PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, p. 415-426.

DOUZOU Laurent, LECOQ Tristan (dir.), *Enseigner la Résistance*, Paris, Canopé, 2016.

DOUZOU Laurent, *La Résistance. Une morale en action*, Paris, Gallimard, 2010.

GILDÉA Robert, *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Seuil, 2019.

GUILLON Jean-Marie, « Les ménagères, du combat quotidien à la Résistance », dans *L'engagement et l'émancipation. Ouvrage offert à Jacqueline Sainclivier*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

MARCOT François *et al.* (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006.

MURACCIOLE Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2020.

TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

TILLY Charles, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones, 2017.

PROST Antoine, « Pour une histoire sociale de la Résistance », n° spécial du *Mouvement social*, n°180, 1997.

PROST Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, L'Atelier, 1997.

WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Seuil, 2018.

